

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

**ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2008**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS**  
**POUR L'ANNÉE 2009**  
**(ALSACE)**

NOR : *ASET0950298M*  
IDCC : *1702*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction et bois CFDT Alsace ;

L'union régionale CFTC BATIMAT TP Alsace ;

La fédération régionale Alsace FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements, applicables aux ouvriers des travaux publics de la région Alsace, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, sont fixés comme suit.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Indemnités de repas : 9,80 €.

Indemnités de frais de trajet et de transport

(En euros.)

ZONE	TRAJET	TRANSPORT
1	2,16	2,30
2	2,85	3,05
3	3,90	4,15
4	5,32	5,65
5	6,50	6,85
6	7,80	8,25
(> 50 km)		

## Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacement prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

## Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie).

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

## Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 16 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)